

Grand Orient de France



Conférence publique Recueil des interventions



Les enjeux actuels de la pensée universaliste

Mercredi 22 septembre 2021 à 19h

www.youtube.com/GrandOrientdeFranceOfficiel

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

FRATERNITÉ

Sommaire

Propos d'introduction **3**

Jean JAVANNI, Grand Maitre-Adjoint Laïcité, République, Enseignements

Le mouvement des idées aux États-Unis : les mutations récentes dans l'éducation **5**

Mme Mireille QUIVY, agrégée de littérature anglaise, docteur en linguistique appliquée, anciennement maitre de conférences en linguistique anglaise

Les enjeux politiques de l'universalisme republicain **19**

Nathalie HEINICH, Docteur en sociologie de l'École des hautes Études en Sciences sociales (EHESS), directrice de recherche au CNRS (Centre de Recherche sur les Arts et le Langage, CRAL)

Pourquoi n'enseigne-t-on pas la magie à l'école ? La pénétration des théories du genre et de la race dans l'Université française **27**

M. Xavier-Laurent SALVADOR, agrégé de lettres modernes, Docteur ès-lettres et titulaire d'une habilitation à diriger des recherches, Maître de conférences à l'Université de Paris 13 en langue et littérature médiévales et de la Renaissance

Intervention de clôture **35**

Jean JAVANNI, Grand Maitre-Adjoint Laïcité, République, Enseignements

Introduction

Jean JAVANNI,

Grand Maître-Adjoint Laïcité, République, Enseignements.

Chers amis intervenants, mes très chères Sœurs, mes très chers Frères, Mesdames et Messieurs, ici présents ou qui nous suivez sur YouTube, bonsoir à tous et bienvenue !

Pourquoi aujourd'hui une conférence sur la pensée universaliste et les enjeux auxquels elle doit répondre ? En quoi cela est-il « actuel » ?

On le sait, l'approche universaliste et humaniste des questions philosophiques et politiques est aujourd'hui fortement contestée par des courants idéologiques très audibles et particulièrement répandus dans les milieux universitaires et la jeune génération ; ils influent très directement sur le discours de certains politiques et les solutions qu'ils proposent, ainsi que sur une certaine vulgate médiatique.

Nous, Francs-maçons du Grand Orient de France, qui, par notre histoire et notre démarche, nous rattachons à la philosophie des Lumières, héritière de l'Humanisme de la Renaissance et qui s'est accomplie ensuite dans la construction d'une République, certes toujours en chantier, mais restant toujours notre ardent objectif, ne devons-nous pas être particulièrement interpellés par ces mises en cause ?

Pour ce soir, nous avons voulu identifier ces mises en cause, dans leurs origines et leur impact, faire un état des lieux, en quelque sorte.

Ce vent nouveau nous vient des États-Unis. Aussi, entendrons-nous d'abord Mireille Quivy, distinguée angliciste, exposer la situation actuelle dans ce pays. Je signale qu'elle est la Vice-Présidente de la « Commission nationale permanente Laïcité » du GODF, et, à ce titre, responsable de sa revue « Énergies laïques », dont je recommande vivement la lecture à chacun ! Elle y a déjà publié sur notre sujet de ce soir.

Pour la France, François-Xavier Salvador, universitaire enseignant en lettres modernes, nous dressera un état des lieux et des enjeux de formation qui sont en cause.

Il est l'un des fondateurs de l'« Observatoire du Décolonialisme et des Idéologies identitaires », qui a déjà abondamment publié des études et des enquêtes sur le sujet, particulièrement sur la situation de l'université française. Et je salue ici la présence de Samuel Mayol et Jean Szlamowicz, autres universitaires fondateurs de cet « Observatoire », qui est membre du Collectif laïque national.

Enfin, nous avons fait appel à Mme Nathalie Hennich, sociologue et directrice de recherche au CNRS et à l'EHESS, dont on connaît déjà les recherches dans le domaine de l'art, de l'identité et des valeurs, pour nous proposer une analyse des implications politiques de ces théories déconstructrices. Elle est également membre de l'association « Unité laïque ».

Avant de leur passer la parole, permettez-moi de vous signaler leurs ouvrages, récemment parus ou à paraître, qui sont indiqués sur le programme de notre soirée et que, bien sûr, je vous invite à lire.

Le mouvement des idées aux États-Unis : les mutations récentes dans l'éducation

Mme Mireille Quivy,

Agrégée de littérature anglaise, docteur en linguistique appliquée, anciennement maître de conférences en linguistique anglaise (Université de Rouen).

Ouvrage en préparation : « Quête d'identité et dérives identitaires : Réflexions sur l'Amérique postmoderne et la France du XXI^e siècle » (titre provisoire), Collection Débats Laïques, L'Harmattan.

En assistant ce soir à une conférence traitant des enjeux actuels de la pensée universaliste, peut-être ne vous attendiez-vous pas à ce qu'elle commence par une évocation des conflits qui agitent, depuis quelques décennies, la sphère éducative en Amérique du Nord.

En France, nous avons bien eu connaissance des émeutes et autres manifestations de mouvements tels que *Black Lives Matter* après la mort de George Floyd : protestations activistes *me too* lors d'événements culturels, mises au ban de la société de personnes refusant de se conformer — par choix, par maladresse, ou par inadvertance — à la pensée magique de la cancel culture, censure croissante exercée sur les publications par les *sensitivity readers* — ces experts en émotions — et sur l'art en général ; autodafé d'ouvrages portés sur un nouvel *Index*, déboulonnement de statues et par là-même de ceux qui, bon an mal an, ont fait l'Histoire.

Toutes ces actions d'un éclat obscur nous ont alertés car elles font écho à nos propres interrogations dans l'ici-et-maintenant, à notre inquiétude face aux attaques dispersées que subit la pensée universaliste depuis plusieurs décennies ; mais, jusqu'à peu, elles demeuraient logées dans ce continent mythique aux noms de villes rappelant parfois celles du continent européen, et où *l'Ancien monde* persistait à imprimer sa philosophie.

La déconstruction de l'héritage européen

Cependant, nos penseurs de la raison, de la science, de l'égalité, de l'émancipation par l'instruction, de la liberté de conscience, y sont aujourd'hui supplantés par des contre-utopistes identitaires réunis sous la bannière de la *Critical Race Theory* (CRT), c'est-à-dire la Théorie

Critique de la Race : s'inspirant des mouvements protestataires américains de la deuxième moitié du XX^e siècle, des philosophies postmodernistes et déconstructionnistes importées aux USA par les Derrida, Deleuze, Lacan, Foucault, et autres Horkheimer de l'École de Frankfort ; ils les transforment en causes radicalisées, dénaturant en activisme idéologique leur sens originel.

C'est ainsi que l'*antiracisme* que l'on pourrait dire *traditionnel*, avait conduit un Martin Luther King à rêver d'un pays fraternel où ses quatre petits-enfants vivraient dans une Amérique où ils ne seraient pas jugés en fonction de la couleur de leur peau, mais en fonction de qui ils seraient vraiment. Aujourd'hui, l'antiracisme de naguère a changé de cible et si le mot est volontairement resté le même, son contenu notionnel a été totalement bouleversé, voire inversé ; nommons-le *néo-antiracisme* afin de ne pas entériner ce jeu de brouillage nébuleux de la référence, si caractéristique de la novlangue des *éveillés* de l'anti-culture *woke*.

De la même façon, la Théorie critique a fini par déconstruire le terme même de *racialisme* en *néo-racialisme* : elle l'a fragmenté en multiples études identitaires dont le prérequis initial de validation est cependant toujours la couleur de la peau. L'Amérique avait approuvé, depuis la promulgation échelonnée des Droits civiques (1964-68), une conception de la société reposant sur le concept de *colour-blindness*, métaphore de l'indifférence à la couleur de peau. L'utilisation du mot est désormais contestée car jugée inadéquate et fallacieuse dans la mesure où elle ne pose pas la race comme source explicative des disparités. La conscience de classe doit céder le pas à la conscience de race. Le néo-racialisme est ainsi devenu un domaine de recherche protéiforme, hébergé par la Théorie critique, fondé sur la victimisation, l'essentialisation et l'assignation. Il met trop souvent en œuvre une pratique du jugement sommaire, une dénonciation systématique de l'appropriation culturelle, une censure quasi-automatique de la pensée de l'Autre.

L'*intersectionnalité* de Kimberlé Crenshaw, qui faisait état de la convergence de plusieurs sources de relégation sociale frappant un même individu, a été elle aussi déconstruite et atomisée en une multitude de sources individuelles d'oppression. Cet axe de recherche a attiré les chercheurs féministes en études juridiques critiques. Il a initialement autorisé certaines avancées relatives au droit des femmes et à la reconnaissance de droits spécifiques. Cependant, reconnaître ces derniers a entraîné un clivage

égalité/équité, vite ramené à la dualité blanc/noir et à toutes les oppositions concevables en prenant cette dichotomie à la fois pour objet d'étude et pour schème explicatif.

Les théoriciennes de la pensée radicale noire féministe comme bell hooks¹ ou Angela Harris s'en emparèrent à leur tour. C'est alors que l'essentialisme a effacé les identités individuelles derrière celles des divers groupes. Le langage, lui aussi, est devenu source d'investigations structurelles permettant de mettre au jour les biais cognitifs qu'il tenterait de cacher.

Mais ce qui rend aujourd'hui la CRT difficilement acceptable, c'est tout d'abord sa condamnation et sa prohibition de l'usage de la raison et son rejet de la science au profit de la croyance. Elle proscrie ainsi tout universalisme et tout humanisme, l'un comme l'autre étant jugés inhérents à une même culture occidentale intrinsèquement raciste, véhiculée par ses représentants, les mâles blancs hétérosexuels, en qui sont supposés être fusionnés patriarcat, pouvoir, privilèges et préjugés.

Loin des idéaux des Lumières et de ceux prônés par la *Constitution* américaine, la CRT a transformé le paysage intellectuel nord-américain et plus particulièrement celui de la sphère éducative.

La sphère éducative

La CRT s'est immiscée dans les trois niveaux d'études du système éducatif américain², de la maternelle à Harvard, comme elle a envahi les entreprises et les médias de ses formations obligatoires à la conscience raciale, à la diversité et à l'inclusion.

Le 30 juin 2021, l'*Association Nationale pour l'Éducation*, le plus grand syndicat de la profession aux USA, a approuvé la diffusion de la CRT dans les 50 États. Des délégués syndicaux, représentant trois millions d'employés d'écoles, ont validé son financement dans les programmes du primaire et du secondaire et sa promotion dans 14 000 circonscriptions scolaires ; ils ont aussi approuvé le droit d'attaquer les anti-CRT, y compris les organisations de parents d'élèves, et celui de promouvoir l'activisme politique à l'école,³ en partenariat avec *Black Lives Matter*, et un projet de méditation de pleine conscience pour l'éducation.

Face aux excès des zéloteurs de la CRT, les parents ont commencé à s'organiser et à porter plainte contre des contenus et méthodes d'enseignement qui relèvent de l'endoctrinement raciste,⁴ visant à culpabiliser leurs enfants pour en faire ultimement des militants. Certains professeurs, quant à eux, ont été soumis à des sessions de formation à l'antiracisme où, dans des jeux de rôles, oppresseurs contre opprimés, les blancs — réduits au silence, voire, pour certains, aux larmes — sont conduits à se soumettre à des BIPOC (*Black, Indigenous and People of Color* : Personnes de couleur, noires ou indigènes). Les professeurs sont supposés exorciser ainsi, par la confession publique, l'influence pernicieuse de leur « blanchité ». Ceci n'est pas sans rappeler certaines techniques de l'inquisition conduisant le supplicié à renier sa foi en public, et à se convertir avant d'être mis à mort. Ou encore les sinistres méthodes du maccarthisme et du maoïsme, voire les deux minutes de la haine, dans *1984*, d'Orwell.

Quant aux élèves, ils sont parfois contraints de participer à des manifestations simulées ou réelles aux côtés de leurs enseignants.

Ainsi, à Portland, Oregon (Nord-ouest des USA), encadrés par leurs enseignants, des petits de cinq ans ont dû prendre part à un simulacre de manifestation où il leur a été demandé de lever le poing comme les militants du *Black Power*. Des élèves de collège ont défilé pour réclamer la suppression du financement de la police. Des élèves de lycée ont manifesté pour exiger que les habitants blancs indemnisent les noirs.⁵

Il en va de même des études ethniques⁶ désormais obligatoires en Californie dès la maternelle.⁷ Les cours commencent par une cérémonie de reconnaissance rituelle de l'expropriation par les colons blancs américains de Peuples à qui il est impératif de rendre leur territoire et de demander pardon.⁸ Le but final énoncé par le Département de l'Éducation lui-même est de décoloniser la société américaine et d'établir un nouveau régime de contre-génocide et de contre-hégémonie qui conduira à régénérer le futur culturel et épistémique indigène.⁹

Un aperçu du programme : En CP (!), ils apprendront à « définir l'équité, l'égalité, et les systèmes de pouvoir » ; à « analyser la construction sociale dans ses relations à la race, l'ethnicité, le genre, les handicaps et l'orientation sexuelle » ; à « décrire comment les caractéristiques individuelles

et de groupe sont utilisées pour diviser, unir, et catégoriser les groupes raciaux, ethniques et sociaux ». En CE2, CM1 et CM2, les élèves doivent déconstruire la *Constitution* américaine, mettre au jour « les systèmes de pouvoir, y compris la suprématie blanche, le racisme institutionnel, la hiérarchie raciale, et l'oppression », etc.¹⁰

L'un des exemples les plus frappants des dérives racistes et identitaires engendrées par cet enseignement irraisonné de la CRT est celui d'élèves de huit ans, en CM1, à l'école élémentaire *Meyerholz* de Cupertino (Californie). Pendant le cours de mathématiques, un professeur leur a demandé de déconstruire leur identité en créant la carte raciale de leur "vraie" identité : race, classe sociale, genre, religion, structure de leur famille, etc. Elle leur a ensuite expliqué qu'ils vivaient dans une culture dominante d'anglophones blancs, de la classe moyenne, cisgenre, éduqués, valides, chrétiens qui créait et entretenait cette culture du pouvoir pour rester au pouvoir. Puis elle les a invités à se ranger par couleur de peau, à définir leur sexualité et à évaluer les leviers de pouvoir et de privilège qui étaient en conséquence les leurs.¹¹ Des enfants de huit ans...

Qu'en est-il à l'université ?

Dans son ouvrage *The Diversity Delusion, Le mirage de la diversité*, Heather Mac Donald décrit les circonstances de maintes protestations violentes dégénérant en destructions matérielles et attaques physiques de conférenciers ne partageant pas les vues des militants CRT, des antifa ou de l'ultra gauche démocrate. D'après Mac Donald, c'est la victimologie qui nourrit ces tentatives toujours violentes d'interdire la libre expression et tout discours qui remet en question les dogmes ambiants. La réponse des étudiants protestataires n'est pas le débat contradictoire, mais la punition, la censure et, si nécessaire, le recours à la force. C'est ainsi que sont chassés des amphithéâtres sous des huées de *shut down*, qui leur interdisent toute prise de parole, des universitaires de renom, des professeurs parfois contraints de venir faire leur cours sous escorte policière.¹²

Elle fait un constat amer, ayant elle-même subi ces comportements outrageux : « *Nous produisons des étudiants qui n'ont aucune compréhension des principes qui ont fondé l'Amérique. La marque de toute civilisation, c'est son attachement à la raison et au débat. La grande réussite des*

Lumières européennes a été d'exiger que toutes les formes d'autorité se justifient en utilisant le débat argumentatif rationnel plutôt que la coercition et le simple rappel de la tradition. Le recours à la force brute face à un désaccord est particulièrement problématique à l'université car c'est le modèle du débat, respectueux de l'Autre, qui devrait y être enseigné ».

Et elle envisage des répercussions à long terme vu la façon dont sont académiquement favorisés les protestataires en dépit de leurs résultats finaux catastrophiques : *« Ces étudiants [...] finiront un jour par être diplômés, et ils se saisiront de leviers de pouvoir bien plus importants que ceux qu'ils utilisent en ce moment [...]. À moins que l'enthousiasme manifesté pour la censure sur les campus ne soit combattu maintenant, ce que nous avons toujours considéré comme un héritage précieux pourrait continuer de se voir dégradé, jusqu'à en devenir méconnaissable, et un totalitarisme soft pourrait devenir la nouvelle norme américaine ».*

Ces exemples ne sont pas des cas isolés de tentative d'endoctrinement identitaire des élèves comme des étudiants. Ici encore, il est illégitime d'utiliser la référence habituelle au *progressisme* chère aux Lumières pour étiqueter cette dérive parfois irrationnelle qui ne fait plus reposer le progrès sur une éducation favorisant l'accès à la connaissance et l'émancipation et se départit de toute référence au bien commun ou à l'intérêt général.

La désagrégation du fragile tissu social reconstitué après le Mouvement des droits civiques et la division de la société en communautés antagonistes affaiblissent d'autant la résilience des populations qu'elles privent les plus jeunes de données historiques leur permettant de comprendre l'histoire de leur pays.

Car l'offensive est multidirectionnelle, comme en atteste le Projet 1619 de révision de l'Histoire des États-Unis conçu par le *New York Times* en août 2019, pour célébrer l'arrivée en Virginie des vingt premiers esclaves africains. Ce manifeste vise à établir que l'esclavage serait seul constitutif de l'ADN des USA, et, en plus d'exiger la repentance, il y est procédé à une relecture biaisée de la fondation des États-Unis qui a tout d'un programme de rééducation idéologique.¹³ Cette propagande a suscité la riposte d'une cinquantaine d'intellectuels afro-américains ; ils ont bâti un contre-projet, *1776 Unites*, dans lequel ils dénoncent les obsessions raciales d'une certaine gauche américaine néo-progressiste et sa volonté de cultiver le mythe d'un racisme d'État qui réinstallerait sous des formes pernicieuses un esclavagisme qui n'oserait plus dire son nom. Ils rejettent par là même la grille de lecture ethnocentrée proposée par le *NYT*. Le processus nous semble familier, éveillant certains échos en France avec la propagande indigéniste décoloniale.

Pour les défenseurs de l'Amérique de la Constitution, la solution aux ruptures d'égalité réside dans une solidarité interracial réelle reposant sur une vision unitaire de la société, une affirmation du libre-arbitre de chacun et un refus des assignations identitaires. Ils entendent ainsi lutter contre la vision d'une race afro-américaine constituée en bloc monolithique, à jamais souillée par la tache ineffaçable d'un esclavage qui la victimiserait de génération en génération.¹⁴ Selon eux, le *rêve américain* est peut-être toujours possible, une fois les démons du totalitarisme identitaire et de la *théorie du chaos* chassés de la conscience collective.

Le 17 juin dernier, le Président Biden a promulgué une loi créant un nouveau jour férié fédéral, appelé *Juneteenth*, abréviation de *June the nineteenth*, pour commémorer l'émancipation des derniers esclaves au Texas le 19 juin 1865.

Très récemment, la loi HB 3969, proscrivant l'enseignement de la théorie critique de la race à l'école, a enfin vu le jour ; elle fait suite à un mémo de Donald Trump de septembre 2020 qui visait à identifier et rejeter tout programme de formation ou de propagande qui s'inspirerait de la théorie critique de la race et prendrait pour cible le privilège blanc dans le but d'enseigner ou suggérer que les États-Unis sont un pays systématiquement raciste ou suprémaciste.¹⁵

Malgré le rejet de ce mémo par le Président Biden, et ce fut l'un des premiers actes de sa Présidence,¹⁶ la loi anti-CRT a été soit votée¹⁷ soit incluse dans la législation de 22 États depuis août 2021.¹⁸

Conclusion

L'universel n'est plus, en Amérique du Nord, cet horizon commun vers lequel pouvaient tendre les nations, car l'université elle-même y renie ce qui fait son être ; de pépinière des talents, elle pourrait se transformer peu à peu en incubateur des ressentiments. Son unique objet avouable étant devenu un culte irrefragable de la diversité, toute perspective égalitariste semble désormais vouée à l'échec et les principes d'équité renforçant une certaine tribalisation communautariste enferment peu à peu les personnes dans la prison des émotions aux dépens de la liberté qu'offre la raison. N'oublions pas ces cinq premiers mots du Préambule de la Constitution américaine qui résument à eux seuls l'idéal de l'universalisme ! Puissent-ils garder force et vigueur !

***Nous, Peuple** [au singulier] **des États-Unis**, en vue de former une Union plus parfaite, d'établir la justice, de faire régner la Paix intérieure, de pourvoir à la Défense commune, de développer le Bien-être général et d'assurer les bienfaits de la Liberté à nous-mêmes et à notre postérité, nous décrétons et établissons cette Constitution pour les États-Unis d'Amérique.*

NOTES

¹ Le nom de plume de Gloria Jean Watkins, bell hooks, emploie à sa demande des minuscules pour signifier que le plus important dans ses travaux est « la substance des livres, pas ce que je suis ».

² Le K12 comporte l'éducation primaire, constituée du jardin d'enfants (Kindergarten), au premier niveau ; au deuxième niveau, les cinq années de l'école élémentaire, et les six années de l'éducation secondaire, collège et lycée. Le troisième niveau regroupe les Grandes écoles, universités et Instituts où la CRT s'est implantée au titre de la recherche, puis dans les curricula, depuis le début de ce siècle.

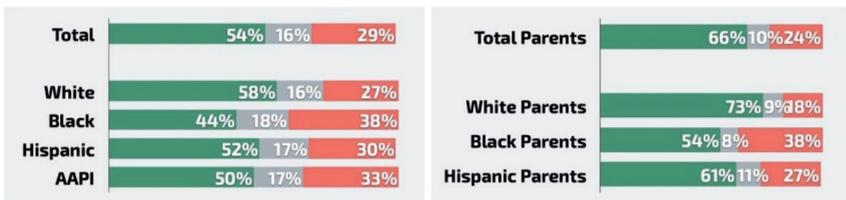
³ Ils envisagent également une journée nationale d'action pour célébrer la naissance de Georges Floyd avec l'appui des professeurs censés enseigner dès le plus jeune âge le racisme structurel, l'impérialisme, la suprématie blanche.

⁴ Christopher F. Rufo (@realchrisrufo) / Twitter

Q. Would you support or oppose each of the following policy changes in the [INSERT MAIN CITY] area?

Remove lessons based on critical race theory about concepts such as white privilege and systemic racism from public school curriculum

■ Strongly / Somewhat Support ■ Unsure ■ Strongly / Somewhat Oppose

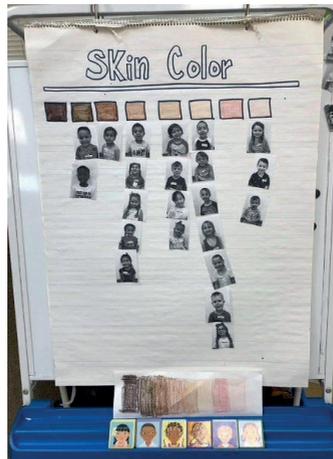


5



⁶ Ethnic studies requires a commitment among its teachers to personal and professional development, deep content knowledge, social-emotional learning, safe and healthy classroom management practices, and instructional strategies that develop higher-order thinking skills in children. Ethnic Studies Model Curriculum - Curriculum Frameworks & Instructional Materials (CA Dept of Education)

¹⁰ SBE 8.19.20 Ethnic Studies.pptx - Google Drive



¹¹ The AJ Steel Show@ajsteelshow

I am angry beyond words. My 3-year-old grandson whose dad is a high-ranking military officer, just started pre-school at a military sponsored program. Click to see the racist chart they made on day one. Parents, please wake up and act before our kids and nation are ruined for good.!

¹² A Violent Attack on Free Speech at Middlebury - The Atlantic

¹³ En effet, la publication a été accompagnée d'une diffusion massive de livrets pédagogiques distribués dans toutes les écoles gratuitement, d'une tournée de conférences visant à montrer que le racisme antinoir constitue donc l'ADN américain, touchant ainsi plusieurs dizaines de milliers d'étudiants. Financée conjointement par Pulitzer, l'initiative a dûment reçu le prix du même nom...

¹⁴ <https://1776unites.com>

Pour redonner à l'Universalisme ses lettres de noblesse, 1776 Unites a aussi créé des plans de cours, des activités pédagogiques, des guides de lecture, et met en avant les personnages historiques démontrant s'il en était besoin que l'excellence appartient aussi bien à tous, quelle que soit la couleur de la peau. The Hillsdale 1776 Curriculum | K-12 American Classical Education



THE WHITE SUPREMACY PYRAMID



¹⁶ Executive Order On Advancing Racial Equity and Support for Underserved Communities Through the Federal Government | The White House

¹⁷ Why are states banning critical race theory? (brookings.edu)

¹⁸ Arkansas Against CRT (christopherrufo.com)

PETITE BIBLIOGRAPHIE CONSULTATIVE

- ANDERSON, Kurt, *Fantasy Land*, Ebury Press, London, 2017.
———, *Evil Geniuses, The Unmaking of America*, Random House, New York, 2020.
- BIRBAUM, Jean, Dir., *L'identité, pour quoi faire ?*, Folio, Gallimard, 2020.
- BLOCK-COTÉ, Mathieu, *Le multiculturalisme comme religion politique*, Éditions du Cerf, 2016.
———, *La révolution raciale et autres virus idéologiques*, Presses de la Cité, 2021.
- CAUSE REPUBLICAINE, 1-2021, Revue semestrielle de l'UFAL, Éditions Matériologiques, Paris, 2021.
- DE MONTAIGNE, Tania, *L'assignation*, Grasset, 2018.
- DURAFOUR, Annick, & Alii, *La Modernité disputée, Textes offerts à Pierre-André Taguieff*, CNRS Éditions, Paris, 2020.
- FOUCAULT, Michel, *Philosophie, anthologie*, Folio Essais, Gallimard, 2004.
- GAYON, Jean, Dir., *L'identité*, Dictionnaire encyclopédique, Folio, 2020.
- HAGHIGHAT, Chapour, *Racisme "scientifique"*, L'Harmattan, 1988
- LA BOETIE, Étienne, *Discours de la servitude volontaire*, [1548], Libro, 2018.
- LES CAHIERS DE REPUBLIQUE UNIVERSELLE, 1-2021 et 2-2021, Éditions Matériologiques, Paris, 2021.
- LILTY, Antoine, *L'héritage des Lumières, ambivalences de la modernité*, Seuil, 2019.
- MAC DONALD, Heather, *The Diversity Delusion*, St Martin's Press, New York, 2018.
- MC WHORTER, John, *Losing the Race*, HarperCollins, 2001.
- PLUCKROSE, Helen, and James Lindsay, *Cynical Theories*, Swift Press, 2020.
- REICHSTADT, Rudy, *L'opium des imbéciles, Essai sur la question complotiste*, Grasset, 2019.
- RIPOLL, Thierry, *Pourquoi croît-on ? Psychologie des croyances*, Sciences Humaines Éditions, 2020.
- ROUDINESCO, Élisabeth, *Soi-même comme un roi*, Le Seuil, 2021.
- ROZA, Stéphanie, *La gauche contre les Lumières*, Fayard, 2020.
- SCRUTON, Roger, *L'erreur et l'orgueil*, Éditions de l'Artilleur, Pris, 2015.

SOKAL, Alan, *Pseudosciences et postmodernisme*, Odile Jacob, 2005.
TAGUIEFF, Pierre-André, *L'imposture décoloniale : Science imaginaire et pseudo-antiracisme*, Éditions de l'Observatoire, 2020.
TALON-HUGON, Carole, *L'art sous contrôle*, PUF, 2019.
WASHINGTON, Harriet A., *A Terrible Thing to Waste*, Little Brown Spark, New York, 2019.

Les enjeux politiques de l'universalisme républicain

Nathalie HEINICH,

Docteur en sociologie de l'École des hautes Études en Sciences sociales (EHESS), directrice de recherche au CNRS (Centre de Recherche sur les Arts et le Langage, CRAL).

Ses axes de recherche ont principalement porté sur la sociologie de l'art et les crises de l'identité, notamment féminine. Ses dernières publications s'orientent vers une sociologie des valeurs.

Auteur de nombreux ouvrages, elle a publié notamment : Ce que l'identité n'est pas, Le débat Gallimard, sept. 2018 ; Ce que le militantisme fait à la recherche, Tracts, Gallimard, mai 2021 ; Oser l'universalisme. Contre le communautarisme, éditions Le Bord de l'Eau, sept. 2021.

C'est peu dire que la conception universaliste de la citoyenneté ne fait pas l'unanimité : elle est même l'objet de critiques récurrentes de la part des tenants du communautarisme.

Ce que les tenants du communautarisme reprochent à l'universalisme

Une première critique faite à l'universalisme est son manque de réalité : il ne serait que « formel », limité à la question des droits mais incapable de conférer concrètement une véritable égalité. Socialement, les discriminations ne seraient en rien empêchées par ce refus de donner un statut politique aux races, aux sexes, aux religions, etc., et seraient même favorisées par l'« aveuglement » à ces différences et aux inégalités de traitement qu'elles motivent. Historiquement, l'exemple de la colonisation montrerait que cet universalisme s'arrêterait de fait aux frontières, en ne s'appliquant pas aux peuples colonisés, victimes de discriminations « systémiques ».

Mais cette critique repose sur une incompréhension du statut de l'universalisme : il ne relève pas d'un fait que l'on pourrait décrire, mais d'une

valeur à faire advenir. Or ce n'est pas parce qu'une valeur n'est pas entièrement réalisée, ou n'est pas appliquée dans certaines circonstances, qu'elle n'est pas une valeur ou qu'elle est récusable en tant que visée. Une valeur – telle celle de l'universalité des droits dont bénéficie tout citoyen, quelles que soient ses appartenances – ne peut donc être invalidée par le constat de son non-accomplissement : au contraire, ce défaut d'accomplissement tend à rendre d'autant plus nécessaire l'affirmation de ce qui *doit être*, en l'occurrence l'égalité des droits civiques et l'abstention de toute discrimination. Cette critique est donc un sophisme, une faute de raisonnement, reposant sur la confusion entre le niveau descriptif des faits et le niveau normatif des valeurs : je propose de la nommer *sophisme de l'irréalisme*.

Une *deuxième* critique consiste à affirmer que l'universalisme ne serait qu'un point de vue occidental-centré, la tentative d'imposer au monde une vision propre à l'Occident. À cela, une réponse s'impose : oui, c'est vrai – et alors ? Une valeur n'a pas besoin d'être objectivement universelle pour être considérée comme une visée méritant d'être universalisée – et d'ailleurs, si elle était déjà universelle elle n'aurait pas besoin d'être défendue. En outre, toutes sortes de biens peuvent être nés dans une culture particulière mais considérés néanmoins comme des biens à portée universelle : ainsi l'agriculture, l'écriture ou l'algèbre sont apparues au Proche-Orient, ce qui ne remet nullement en cause leur universalité. Enfin, le fait qu'une valeur soit davantage réalisée dans une culture particulière ne rend pas moins désirable son accomplissement : est-ce un hasard si tant d'habitants de pays non-occidentaux rêvent d'une société républicaine et universaliste ? C'est pourquoi, loin d'être un obstacle à l'émancipation, l'universalisme est régulièrement invoqué par les mouvements de libération, au nom de la justice – cette valeur fortement universalisée.

Mais encore une fois cette critique – appelons-là *sophisme de l'ethnocentrisme* – repose sur une méconnaissance du fait que les valeurs, tel l'universalisme, sont des représentations de *ce qui doit être* et non des descriptions de *ce qui est*. Et qu'elles ne peuvent donc être disqualifiées ni par leur inachèvement, ni par leur inégal partage.

Une *troisième* critique, liée à la précédente, accuse l'universalisme de n'être qu'un communautarisme des « dominants », déguisé sous le masque d'une revendication de commune appartenance à l'humanité qu'ils détourneraient à leur seul profit. Mais en relativisant ainsi la notion d'universalité, ces critiques ne font qu'appliquer leur propre grille de lecture – la grille communautariste – à une conception du monde politique qui, à l'opposé, tente de s'abstraire des affiliations assignées par la naissance (un sexe, une origine ethnique, une origine sociale) au profit d'assignations choisies par le sujet et dont il devrait être libre de s'affranchir s'il le souhaite. Or, là encore, le *fait* qu'une valeur soit portée prioritairement par un groupe, dominant ou non (c'est le niveau descriptif : ce qui est), n'enlève rien à sa *capacité* à être adoptée par d'autres (c'est le niveau normatif : ce qui doit être). Cette réduction de l'universalisme à une définition antinomique de ce qu'il est (une valeur, donc, et non pas une réalité ni la simple défense d'un intérêt) relève, là encore, du sophisme : appelons-le *sophisme de la domination*.

Une *quatrième* critique enfin reproche à l'universalisme sa prétention à effacer la diversité, à refuser la pluralité des cultures, à éradiquer les différences, bref à vouloir rendre tous les hommes « semblables » au motif qu'il les voudrait « égaux ». Voilà encore une incompréhension du fait que l'universalisme ne prétend pas commander à toutes les dimensions de l'expérience humaine, mais seulement à celle qui organise l'allocation des droits. Non seulement il ne nie pas mais il ne refuse pas – bien au contraire – les différences *factuelles* de cultures, de religions, de couleurs de peau, d'appartenances sociales, etc. : ce qu'il refuse, c'est la revendication consistant à asseoir des droits spécifiques sur ces différences. En d'autres termes, il ne s'agit nullement d'uniformiser nos rues en éradiquant turbans, foulards, chasubles ou tenues culturellement marquées : il s'agit de traiter à égalité leurs porteurs, non pas au nom des communautés dont ils sont issus, mais au nom de leur appartenance à une commune citoyenneté – voire, s'agissant des droits de l'homme, à une commune humanité. Et si les insignes religieux doivent être bannis dans les établissements scolaires, ce n'est pas pour rendre les enfants *semblables* mais pour, d'une part, les rendre égaux et pour, d'autre part, les rendre *libres*, en les soustrayant à l'imposition de normes religieuses susceptibles d'altérer leur liberté de conscience.

C'est donc là le dernier sophisme manié par les contempteurs de l'universalisme : nommons-le *sophisme de l'uniformisation*.

Irréalisme, ethnocentrisme, domination, uniformisation : voilà donc le procès fait à l'universalisme, sur la base d'un contresens ou d'une confusion récurrents quant à sa nature même. L'ordre des valeurs n'est pas celui des faits, de même que l'ordre des représentations de ce qui *doit être* n'est pas celui de la réalité de ce qui est, et que l'ordre des *droits* alloués à tout un chacun n'est pas celui de ses *pratiques* effectives.

Ce que les tenants de l'universalisme reprochent au communautarisme

Outre ces contresens sur la nature même de l'universalisme, l'on peut reprocher à ses adversaires de défendre, implicitement ou explicitement, le parti pris politique inverse, à savoir le « communautarisme ».

Celui-ci en effet refuse la suspension des différences en matière de droits au profit de leur affirmation, en appuyant l'identité individuelle sur l'assignation systématique à des collectifs d'appartenance qui ne sont pas ou guère choisis mais sont, pour l'essentiel, imposés à la naissance, notamment pour ce qui est de la couleur de peau et du sexe, éventuellement de l'orientation sexuelle et de la religion. Or tout autres sont les identités que l'individu choisit de mettre en avant, selon les contextes, par son appartenance à des collectifs qu'il décide d'investir, qu'ils soient professionnels, culturels ou politiques.

D'où la *première* critique que s'attire à bon droit le communautarisme : il constitue une atteinte à la liberté, en enfermant les individus dans des collectifs essentialisés (même si ceux-ci ont été préalablement dénaturalisés grâce au slogan de la « construction sociale », qui n'épate encore que les naïfs car qu'est-ce qui, dans les sociétés humaines, pourrait ne pas être « socialement construit » ?). Au contraire, sous le régime de l'universalisme républicain les citoyens n'ont de comptes à rendre qu'au collectif général et abstrait de la nation, et demeurent donc libres d'adapter leur identité aux différents contextes dans lesquels ils circulent.

L'on voit bien ce qu'il en est en matière de revendications féministes : vouloir imposer partout et à tous moments l'écriture inclusive ou la fémi-

nisation des noms de profession ou de fonction, c'est nier l'autonomie des femmes en matière de définition de leur propre identité, alors même que celles-ci doivent pouvoir, selon les contextes, se vivre et se présenter comme appartenant soit au sexe féminin, soit au genre humain, soit à une catégorie professionnelle, etc. Ainsi le néo-féminisme opère une imposition autoritaire d'identité qui, au nom d'une définition rigide et linguistiquement absurde de l'égalité, est attentatoire à la liberté des femmes.

Il en va de même, en matière de revendications identitaristes, avec les contempteurs de l'« appropriation culturelle », qui dénie par exemple à une traductrice blanche le droit de traduire un texte écrit par une poétesse noire : obsédés par des appartenances communautaires érigées en seul principe de définition des identités, ils prétendent brider la liberté des créateurs en s'auto-proclamant représentants de leur propre communauté (d'ailleurs largement fantasmée) alors même que rien ne les y autorise. De plus ils dénie aux créateurs issus de la « communauté » en question le droit à être considérés comme auteurs, puisqu'ils font de cette communauté le détenteur d'un monopole sur la diffusion des œuvres concernées : le collectif prend ainsi la place du créateur individuel, tandis que le représentant auto-proclamé prend la place de la communauté tout entière. C'est dire que l'arbitraire et l'autoritarisme sont indissociables des revendications identitaristes – l'un comme l'autre étant, bien sûr, ennemis des libertés.

La *deuxième* critique que l'universalisme adresse au communautarisme est que, non content d'attenter à la liberté, il est aussi l'ennemi de l'égalité. En effet, dès lors que le statut des citoyens serait défini par des appartenances originelles (famille, sexe, race, religion...), ils ne pourraient plus « naître égaux en droit » puisqu'ils dépendraient de la position hiérarchique occupée par leur communauté. Ce déni de principe de la valeur d'égalité, quelles que soient les situations réelles, trouve une illustration frappante dans l'imposition systématique de la grille d'interprétation dominant/dominé, propre tant à l'identitarisme qu'au différentialisme des néo-féministes : dès lors en effet que la « domination » n'est plus seulement un concept descriptif qu'il s'agit d'analyser, mais une notion normative qu'il faudrait à la fois appliquer à toutes situations et dénoncer, l'inégalité entre « dominants » et « dominés » devient une donnée absolu-

tisée, indépassable, dans laquelle « bourreaux » et « victimes » se trouvent une fois pour toutes enfermés. Comment dans ces conditions se donner les moyens concrets d'aller vers plus d'égalité ? On sait à présent les ravages que produit le paradigme de la domination chez les jeunes des milieux populaires, convaincus de n'avoir d'autre identité que celle de « dominé » et, du même coup, privés des ressorts qui leur permettraient d'en sortir.

Enfin, une *troisième* critique que l'universalisme adresse au communautarisme est qu'il constitue une atteinte à la fraternité. En effet, l'imposition d'une grille de lecture identitariste et différentialiste, couplée à la diabolisation de toute autre position, ne peut que favoriser le séparatisme. C'est ce que l'universitaire américain Laurent Dubreuil a nommé la « fractionnalisation » du monde social en une myriade de prises identitaires (identité d'allergique à la cacahuète, identité de blonde, etc.) : le communautarisme devient alors, selon ses propres termes, un « arsenal portatif d'accusation et de rappel à la norme », basé sur le couple culpabilisation/victimisation, équivalent moralisateur voire religieux du couple dominant/dominé – la condition de « mâle blanc », notamment, devenant la nouvelle version du péché originel.

Le communautarisme apparaît ainsi non seulement comme une faute intellectuelle mais aussi comme une faute politique. Il est une faute intellectuelle par la non-prise en compte des contextes, l'incapacité de penser la pluralité des causes, l'aveuglement aux ambivalences, l'ignorance des « effets de structure » par lesquels les facteurs les plus explicatifs (tels les classes sociales) ne sont pas les paramètres les plus apparents (tels la couleur de peau ou le sexe), comme on l'apprend dans tous les manuels de sociologie. Et il est aussi une faute politique, qu'a bien épinglée le politiste américain Marc Lilla en imputant à ce « tournant identitaire » et à cette radicalisation la décomposition de la gauche et la perte d'influence du parti démocrate aux États-Unis, en raison de l'occultation des problèmes sociaux derrière les problèmes « sociétaux », en particulier raciaux et sexistes.

L'universalisme contre les discriminations

Contrairement à ce que prétendent ses détracteurs, l'universalisme n'est en rien un obstacle à la lutte contre les discriminations. Car pour combattre les discriminations et favoriser la « diversité », il existe d'autres moyens que le communautarisme, l'identitarisme, le radicalisme

néo-féministe, l'autoritarisme culpabilisateur. Il existe d'autres moyens que l'inversion de la « domination », incitant les « victimes » à prendre la place des « exploités ». Il existe d'autres moyens que la « discrimination positive » par l'imposition de quotas, forcément générateurs d'injustices puisqu'ils disqualifient le critère de la compétence et du mérite ; ce grand acquis de la Révolution française destiné à mettre fin aux privilèges de naissance et au clientélisme. La prise de conscience des discriminations, et le choix de favoriser, à *compétences égales*, une personne présumée handicapée par son sexe ou par son origine, sont des armes peut-être plus lentes et moins spectaculaires mais qui, au moins, ne risquent pas d'entraîner des conséquences inverses à l'effet recherché – à savoir une meilleure justice.

C'est l'option universaliste : il ne s'agit pas de nier la réalité des affiliations locales (je suis bien d'une région, d'un milieu, d'un sexe etc.) mais de leur adjoindre la possibilité d'opter lorsque c'est souhaitable pour une affiliation plus générale (je dois pouvoir aussi me vivre et me présenter comme citoyen français, ou comme chercheur, voire simplement comme être humain, indépendamment de mon sexe) ; il ne s'agit pas de nier qu'il existe des différences mais de mettre en avant ce qui rassemble ; il ne s'agit pas de renier ses convictions (notamment religieuses) mais de rester discret dans leur affichage lorsqu'elles risquent de nous couper d'une partie de nos concitoyens ; il ne s'agit pas de s'aveugler sur l'état des choses mais de miser sur leur amélioration, au nom de valeurs partagées ; il ne s'agit pas de mépriser le local mais de préférer parfois les horizons plus larges ; et il ne s'agit pas de nier la force des intérêts individuels mais de respecter et d'encourager l'aspiration au bien commun.

Ainsi, lorsque les féministes (dont je suis) appellent à lutter contre les discriminations sexistes, rien n'oblige à le faire en affirmant la spécificité de l'identité féminine, notamment par la féminisation systématique des termes ou l'écriture inclusive. Lorsque les anti-racistes (dont je suis) appellent à lutter contre les discriminations raciales, rien n'oblige à le faire en affirmant que « *black is beautiful* » et, moins encore, que tous les « blancs » seraient forcément des dominants coupables d'un « racisme systémique ». Lorsque les opposants à l'homophobie (dont je suis) appellent à lutter contre les discriminations en raison de l'orientation sexuelle, rien n'oblige à le faire en opposant homosexuels et hétérosexuels comme s'ils étaient antagonistes, et en affichant des pratiques sexuelles relevant de la vie intime et qui ne devraient pas conditionner le statut de citoyen.

Dans tous ces cas, il suffit d'affirmer l'égalité des êtres humains, quels que soient leur sexe, leur sexualité ou leur couleur de peau, ainsi que l'égalité de leurs droits civiques et de leur droit à voir reconnus leurs mérites, fondement de l'équité. L'on peut donc, au nom de l'universalisme, lutter contre les discriminations, avec l'aide de nos lois, tout en condamnant, comme nous devons le faire, les « réunions en non-mixité » tenues dans un contexte syndical, universitaire ou professionnel ; en condamnant, comme nous devons le faire, la réduction systématique des personnes, quel que soit le contexte, à une identité figée dans un statut de victime immuable, ainsi que le font les adeptes de la théorie « intersectionnelle », réduisant toute femme de couleur au seul statut de victime du patriarcat et de la « blanchité » ; et en condamnant, comme nous devons le faire, tous ceux qui pratiquent la « *cancel culture* » en prétendant réduire au silence, en-dehors de toute légalité, tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

Tels sont, aujourd'hui, les enjeux politiques de l'universalisme, qui transcende les clivages politiques car il appartient autant à la gauche qu'à la droite. Vous aurez compris que ces enjeux ne sont pas minces.

Pourquoi n'enseigne-t-on pas la magie à l'école ? La pénétration des théories du genre et de la race dans l'Université française,

M. Xavier-Laurent SALVADOR,

Agrégé de lettres modernes, Docteur ès-lettres et titulaire d'une habilitation à diriger des recherches, Maître de conférences à l'Université de Paris 13 en langue et littérature médiévales et de la Renaissance.

Cofondateur de l'« Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires » et responsable éditorial du site www.decolonialisme.fr.

Parmi ses articles et ouvrages :

*Salvador, X.-L., et Patterson, J. (2020), « Paroles et images sur le commencement, le discours des peintures de la chapelle saint Jacques en Merléac », *Paradigme*.*

*« De la race au genre à travers les relectures de Foucault », *Revue des Deux Mondes*, septembre 2021.*

À paraître en septembre 2022, « Manuel de survie intellectuelle à l'usage des parents nantis d'un enfant woke », éditions du Cerf.

La nature de la personne en discours est construite entre, d'une part, le pathos, qui caractérise ce en quoi il croit et qui est du registre du sentiment, de l'affect et de la passion, et, de l'autre, l'ethos qui caractérise la construction rationnelle de sa personne. La controverse se distingue de la dispute parce que la controverse met en jeu les systèmes de pensée rationnels, tandis que la dispute voit s'affronter des systèmes de croyance. On peut avoir tort et comprendre que l'on s'est trompé en sciences : cela remet en cause l'ethos de l'individu, pas sa personne. Il est toujours possible de se reconstruire à partir d'une démonstration juste de la vérité. En revanche, lorsque le pathos est atteint, c'est toute la personne morale qui est bouleversée.

C'est tout le problème des théories du genre et de la race qui décentrent les enjeux de la pseudo-controverse scientifique (la race mentale existe-t-elle ? Le genre mental est-il une donnée objective ?) à la dispute : lorsque

l'on s'affronte à un jeune étudiant qui croit au « réveil » des consciences, il se sent attaqué non pas sur une construction rationnelle, mais dans sa foi.

C'est pour cela que, bien souvent, les affrontements autour de ces questions – comme l'a très bien récemment montré Pierre Valentin dans son rapport pour la Fondapol – les questions de genre et de race semblent relever d'une rhétorique de foi, voire de secte ; elles mettent en jeu non pas l'éthique de l'individu, mais sa construction personnelle et ce sur quoi repose sa personne même.

Dans de récents travaux universitaires, de jeunes doctorants mettent en avant leur rôle de « conscientisation ». La recherche consiste pour eux non plus à rendre compte d'un observable avec plus ou moins d'ascèse, mais à « faire prendre conscience » aux gens qu'ils interrogent des mécanismes sous-jacents dont ils seraient victimes sans le savoir : le racisme, le mépris de genre, l'hétéropatriarcat. En renonçant d'emblée à la neutralité axiologique si chère à Max Weber, ces « chercheurs » s'affranchissent en fait des règles déontologiques qui fondent l'éthique du chercheur. En ce sens, ils accentuent le brouillage entre raison et sentiment ; ce qui est le fait même des discours sectaires et dangereux.

La conséquence de leur implantation dans l'épistémè universitaire, c'est le bouleversement de la cartographie des savoirs ouvrant la porte à la pénétration de l'irrationalité dans le champ des savoirs, et de leur enseignement.

Pourquoi n'enseigne-t-on pas la magie à l'école ? Parce que si l'Université reconnaît la magie comme *teknê*, comme pratique, elle la refuse comme épistémè. L'Université maintient étanche la frontière entre la science et la magie... Mais si l'on bascule dans un univers fondé sur la quête du ressenti, c'est toute la cartographie des savoirs qui sera abolie.

Or, prenons garde ! le jargon scientifique est un outil rhétorique d'une force extrême qui connote le sérieux.

Le décolonialisme part d'un aphorisme simple : toute affirmation *tu es* procède d'une grille de lecture culturelle liée à un je qui reflète en miroir l'opinion *main stream* de cette culture. Soit le je y adhère, soit au contraire il s'y soumet.

Ce mécanisme est – selon les adeptes – un « colonialisme de l'esprit » reposant sur un aphorisme simple :

Coloniser c'est mal.

Or, éduquer c'est coloniser les esprits.

Donc, éduquer c'est mal.

Ce colonialisme existe à tous les niveaux d'une société : au niveau micro-local où les rapports de force sont soutenus par une vision condescendante du colon pour le colonisé ; au niveau démocratique où le colon impose sa grille politique ; au niveau scolaire, où le colon impose sa vision de l'histoire ; au niveau mondial, où le colon impose sa vision de l'économie.

Le colon, en l'espèce, est porteur des germes d'une culture dominante à tous les niveaux : il est Occidental et donc soumis à l'Empire américain, il est capitaliste, il est hétérosexuel : en un mot – il est blanc.

Mais attention : pas *blanc* comme vous le pensez – c'est pour ça qu'on le dit plus souvent en anglais.

Il est *white*, ça veut dire qu'il pense comme un Occidental.

Et sont donc non-white tous ceux qui revendiquent un autre observatoire sur leur propre identité que celui imposé par la société blanche. Étant entendu que dès qu'un *blanc* – entendu dans ce sens – assigne à un autre une identité, il est dans le colonialisme : il ne reste plus aux *blancs* qu'à se taire pour laisser s'exprimer la non-blanchité assumée des groupes minoritaires

Tout cette déconstruction – pardon, ce déconstructivisme – serait sans conséquence si d'une telle affirmation ne procédait pas la nécessité impérieuse et revendiquée de déconstruire tous les « privilèges » de la culture blanche là où elle s'exprime dans la société : la République et toutes ses institutions, à commencer par l'école. Ainsi, on s'intéresse à « l'examen des processus de racialisation en tant que rapport de pouvoir à l'œuvre dans les mondes éducatifs français, et la manière dont ils s'articulent avec les rapports sociaux de sexe et de classe, notamment. Autrement dit, il s'agit d'interroger la manière dont les rapports sociaux de classe,

de race, de sexe s'entremêlent, interagissent les uns avec les autres et structurent ensemble (Pfefferkorn, 2007) le champ de l'éducation ».

De ce constat, qui pourrait être discuté – mais non, puisque, on le rappelle :

« La disqualification de l'intersectionnalité traduit en effet aussi, profondément, un refus net d'accepter (et même de discuter) les prémisses épistémologiques de ce concept.

[<https://mouvements.info/cartographie-du-surplomb/>] »

découle l'idée que le colonialisme spirituel pollue les esprits, et que les esprits doivent donc être dépollués dans tous les « observatoires » scientifiques : la science est coloniale, la langue est coloniale, la littérature est coloniale, la culture est coloniale.

L'intersectionnalité consiste à regrouper les forces de bonne volonté pour lutter contre l'hégémonie blanche qui prévaut dans la civilisation occidentale. C'est en quelque sorte le bras armé d'une guerre sainte menée contre l'occident.

Ce qui compte à l'Université, ce n'est pas ce que je suis mais ce que je sais.

Les fondements de l'Université reposent sur une mission citée par le CNRS sur son site : « élargir le champ du savoir ». Cela signifie que la pointe avancée de la recherche n'obéit à rien d'autre qu'à un impératif philosophique. Cette grande latitude est arc-boutée sur un principe, celui du progrès. Et les chercheurs, nommés en poste directement par le Président de la République ou par le Premier ministre sont indépendants de toute hiérarchie.

Ils se constituent en équipe, et organisent leur recherche en fonction de financements dont la source est soit régionale, soit nationale via l'Agence Nationale de la Recherche, soit Européenne par l'intermédiaire de l'Agence Européenne. Ces financements tiennent lieu de politique d'incitation, à défaut de disposer d'une politique de coordination planifiée.

Les disciplines de Recherche (mathématique, physique, chimie...) font l'objet d'une description globale que les étudiants doivent apprendre à maîtriser par degrés avant d'apporter par eux-mêmes leur pierre à l'édi-

ficie. Cet étagement de la discipline correspond à quelque chose que tout le monde connaît : le diplôme.

Le diplôme est la certification par des enseignants-chercheurs que le profil de l'étudiant correspond à un certain grade d'élévation dans la connaissance à partir d'épreuves communes qui permettent de comparer les niveaux des étudiants entre eux, bien sûr, mais, surtout, de les jauger par rapport au mètre-étalon de la quantité de savoirs acquis.

Autrement dit, la distribution des diplômes en discipline dans l'Université repose sur une sorte de cartographie de la connaissance qui oriente la Recherche et l'innovation d'un côté et qui structure la formation des études de l'autre en imposant notamment un encadrement disciplinaire. Ces domaines de recherche sont présents au sein des Universités dans des composantes elles-mêmes liées à la Formation et à la Recherche et sont représentées au plan national par le Conseil National des Universités qui est lui-même divisé en sections, en académies par discipline où siègent des représentants élus ou nommés.

Et toute la chaîne de la formation du secondaire est donc liée à cette cartographie de la connaissance et à sa structure.

L'ensemble du champ des connaissances au sein du CNRS est divisé en disciplines ou groupes de disciplines qui correspondent aux sections du Comité national de la recherche scientifique.

Mais attention, ce découpage, fixé par arrêté ministériel, est régulièrement adapté à l'évolution de la science et des champs disciplinaires par un remaniement du nombre de sections, et de leurs intitulés.

Cette organisation, apparemment très touffue, fixe notamment les attendus du premier diplôme marquant l'entrée dans le supérieur, le baccalauréat, dont les épreuves ont déjà une coloration disciplinaire. Le contenu des épreuves du baccalauréat est en quelque sorte lié à l'organisation de la Recherche, et toute la chaîne de la formation du secondaire est donc liée à cette cartographie de la connaissance et à sa structure.

Ainsi, les disciplines fixent un seuil de connaissance par diplôme et l'État arbitre que le niveau de formation d'un enseignant dans chacune des

disciplines se joue à un certain degré de l'élévation de l'étudiant dans son domaine. Les épreuves et leur contenu sont l'objet d'un consensus entre l'Éducation Nationale, représentée par l'Inspection Générale, et l'Université.

La subversion du secondaire

Voilà qui explique en quoi l'irruption des *studies* dans le champ des sciences humaines pèse lourdement à court terme sur l'organisation de l'école. En effet, si les auto-proclamées *studies* se sont ainsi constituées, c'est avant tout parce qu'elles sont transversales aux disciplines : on peut être en *porn studies* et être enseignant de Lettres Modernes ou de civilisation américaine.

Ce flou sciemment entretenu amène des enseignants chercheurs se rattachant à ces *studies* à être militants de leur *studies* d'un côté et, de l'autre, à intervenir en tant qu'enseignants de littérature à différents degrés des diplômes, jusqu'à celui des Masters d'enseignement. Et c'est pourquoi on voit fleurir des intitulés de cours dans les parcours en Licence qui n'ont plus rien à voir avec la Littérature au sens que donnait Antoine Compagnon ou Georges Molinié à ce mot dans leur cours.

Ainsi, dans certaines universités en Licence, on voit apparaître des domaines d'enseignement « Littérature, sociétés, écosystèmes » dont le but est, nous explique la brochure, de « tirer les leçons pratiques des apports théoriques des *gender, racial et colonial studies* dont les travaux ont montré la domination du champ épistémologique et artistique par les hommes blancs hétérosexuels » et on ajoute que « partant du constat que le canon construit par l'histoire littéraire réduit au silence et invisibilise les auteurs.

ices appartenant aux catégories minoritaires ainsi reléguées aux marges de l'espace littéraire », le cours propose un programme de lecture de textes « écrits par des auteurs.ices racés.es issu.es de l'histoire coloniale ».

Ou un autre cours consacré à la littérature médiévale dans le même domaine s'attache à travers la lecture de Christine de Pizan à « interroger la notion de genre (gender) » (sic).

À partir du moment où ces domaines s’institutionnalisent subrepticement par le militantisme des enseignants, il n’est pas impossible comme le font les Échos dans un article de mai 2019 d’affirmer qu’il existe de nombreux débouchés professionnels aux Masters de genre :

« Après l’adoption par les institutions internationales de cette nouvelle définition, la perspective “genre” et la question de l’égalité des sexes ont fait leur entrée dans l’“ingénierie bureaucratique” d’un grand nombre d’acteurs (organisations internationales, organismes nationaux en charge de la politique publique, ONG, entreprises).

(<https://start.lesechos.fr/apprendre/universites-ecoles/masters-en-gender-studies-la-ruée-des-etudiants-tres-diplomes-1175508>)

Peu à peu, la cartographie des domaines de compétences est bouleversée par cette irruption des *studies* sur le devant de la scène, qui pèsent sur les cursus des futurs enseignants. Et c’est ainsi que l’on assiste progressivement à la revendication assumée de jeunes professeurs certifiés d’un enseignement inclusif, ou décolonial dans les classes du secondaire alors qu’il ne s’agit plus d’un savoir positif issu d’une discipline identifiable, mais d’un discours moralisateur.

On note même un affaiblissement considérable des compétences formelles dans le domaine disciplinaire dont les jeunes diplômés sont censés relever. Nulle surprise si l’on trouve donc désormais des enseignants faisant des fautes de conjugaison mais qui pratiquent l’écriture inclusive.

La société de demain se construit dans les classes des TD et les amphithéâtres d’aujourd’hui...

La pensée décoloniale est une dérive sectaire

Le prosélytisme accable la conscience de la victime qui dans un premier temps adhère aux valeurs du groupe en tentant de préserver la nature originale de sa propre conscience. Ce processus d’adhésion partiel est fondé sur un « vice de consentement » : l’aveuglement du sujet à sa propre souffrance peut d’ailleurs être interprété comme une tentative de sauver l’estime que l’on a de soi-même. C’est ce que l’on peut appeler une forme de clivage narcissique.

La première phase de l’embrigadement, c’est donc le clivage.

La deuxième phase de l’embrigadement, c’est la destruction de l’identité

par la culpabilisation : dans cette logique, il faut procéder à la destruction de l'ancien moi au profit de la renaissance d'un moi purifié.

La troisième phase correspond à la promesse de libération, au cours de laquelle l'adepte est définitivement intégré au groupe sectaire. Dans cette logique, il n'est plus responsable de ses actes tant qu'il obéit à la loi nouvelle qui lui est imposée.

Voilà ce qu'écrit L. Thuram dans *La pensée blanche* :

« Peut-on exister sans ces masques ? N'y a-t-il pas des masques qu'on n'enlève jamais ? N'est-ce pas très difficile d'être vraiment libre ? ... Voilà pourquoi il est essentiel de les questionner. Vous allez devoir vous faire violence pour vous libérer des multiples masques que l'on vous oblige à porter ... J'espère ainsi mieux faire comprendre ce que j'entends par le « suicide de la race » : c'est l'acceptation du questionnement sur ce que c'est que d'être blanc. Pourquoi est-ce si dur de déposer le masque de la blancheur ? [...] *Le Je c'est Nous* ».

On est donc là au cœur d'un grand jeu de mots liés : « les blancs ont colonisé des victimes non blanches à qui ils ont imposé culture et civilisation, donc tout blanc est coupable et tout non-blanc est victime ; toute civilisation qui ne soit pas autochtone est illégitime et doit être combattue ; donc tu dois combattre et donc tout blanc doit être combattu ». Cette logique contre-inclusive est un facteur d'enrôlement de la jeunesse au même titre que l'on peut être enrôlé dans une secte.

Le danger est donc grand de voir l'Université, puis l'école, basculer dans une forme de « soft-power » qui au prétexte fallacieux de prendre soin (« to care ») des individus finisse par institutionnaliser les pires dérives irrationnelles et par, au final, réintroduire la magie dans la cartographie des disciplines. Or qui dit « magie » de la nature qui parle implique « magiciens supérieurs » capables d'entendre son « vrai » discours universel. Il n'est donc pas anodin de voir introduits des masters en « linguistique des plantes » ou en « déconstruction du genre » dans les universités parisiennes.

Conclusion

Jean JAVANNI,

Grand Maitre-adjoint « Laïcité, République, Enseignements »

Chers amis intervenants, merci de nous avoir aidés à dresser cet « état des lieux » que j'évoquais en introduction, et, surtout, de nous avoir ouvert des pistes de réflexion permettant de répondre à l'enjeu en question.

Votre expertise nous a permis de prendre conscience de la force déployée par ceux qui veulent disqualifier la pensée universaliste, et, bien sûr, le rôle central des intellectuels dans ces joutes ; une force qu'il faut bien mesurer pour y répondre.

C'est qu'en effet, ici comme dans d'autres domaines, certains, de bonne foi ou avec des arrière-pensées précises, se livrent à une véritable entreprise de démolition idéologique contre les fondements de la République universaliste et démocratique.

Vous avez dit le rôle stratégique de l'université et de la production de savoir, et, dans cette perspective, le rôle primordial joué par le financement de ces savoirs. À cet égard, retenons l'importance des préconisations de l'Union européenne, qui, par ses financements, dispose d'un très fort pouvoir d'orientation des travaux dans les sciences sociales.

Finalement, de quoi est-il question ici ? Il est question du principe d'indivisibilité.

Ces théories qui ramènent chacun à sa race, à ses origines, au passé, à la « souche » – et qui l'y enferme dans une identité unidimensionnelle –, ces théories ne sont jamais que le retour à des figures idéologiques que l'on croyait définitivement condamnées.

Elles conduisent à préconiser des règles particulières pour telle ou telle catégorie de population. Elles transforment le beau et légitime « droit à la différence » en une dangereuse « différence des droits », selon la lumineuse et suggestive formule de Régis Debray.

Elles ne sont ainsi pas moins que le retour des « privilèges », dont l'abolition fut un des tout premiers actes de la Révolution, dès le 4 août 1789, avant même l'adoption de la Déclaration des Droits, le 26 août qui suivit. Et, que sont les privilèges, sinon des « lois privées », comme l'étymologie du mot le montre : « *privata lex* », des lois particulières à certaines personnes du fait de leur naissance.

C'est bien ce que visent à rétablir ces théories de la race et du genre, en contradiction avec le principe d'indivisibilité, dont la raison d'être est la garantie que le droit est applicable sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation sexuelle ou de religion.

Ce principe est la garantie de l'égalité de tous devant la norme et de l'universalité de cette même norme.

Comme vous l'avez mis en exergue, la lutte contre les discriminations ne passe pas par la division, mais bien au contraire par la reconnaissance de notre commune humanité. Vous avez montré ainsi comment l'approche universaliste permet, mieux que toute autre, de lutter contre elles.

Ainsi, au-delà de l'horreur du comportement de certains, qui rappelle les plus « beaux jours » de l'Inquisition ou des pratiques de culpabilisation de la révolution culturelle maoïste – au-delà de ces comportements, prenons conscience que c'est un véritable enjeu de vie et de destin dans et avec notre République qui est en question.

Il faut préserver notre République, si justement qualifiée par l'art. 1^{er} de la Constitution « indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Ce bel attelage de quatre adjectifs qui mène le char de la République ! Et, si l'on n'y prend pas garde, si l'un d'entre eux vient à être défaillant, c'est la République qui devient bancal et qui ne risque rien moins que de s'écrouler, d'être « renversée » ! Comme un attelage, comme un régime politique !

Merci de votre attention. J'ai dit.



GRAND ORIENT DE FRANCE

16, rue Cadet

75009 PARIS

www.godf.org